

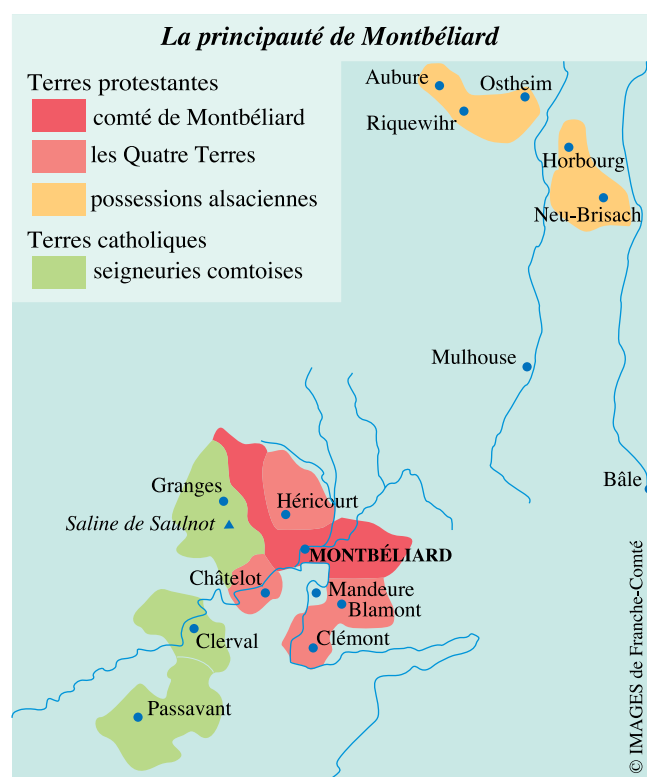
## LE RATTACHEMENT DE LA PRINCIPAUTÉ DE MONTBÉLIARD À LA FRANCE

Jean-Marc DEBARD\*

Le 10 octobre 1793, il y a deux siècles, la principauté de Montbéliard alors peuplée de 26 000 habitants entra dans la Nation française. Ce rattachement ne fut pas aussi simple qu'il y paraît, il était le résultat des efforts de la politique française depuis 1633 !

Plongeant ses origines dans le Moyen-Age, le Comté de Montbéliard formait un petit Etat indépendant de 25 kilomètres sur 15 situé dans la Porte de Bourgogne au nord-est de la Franche-Comté. Presque aussi étendu que l'actuel Territoire de Belfort, il touchait aux Vosges avec la seigneurie d'Etobon et allait jusqu'au Jura (au Lomont) avec celle de Blamont. Il occupait une situation très importante dans cette voie de passage.

Terre d'Empire depuis 1397, ses souverains appartenaient à la famille ducal des Wurtemberg et, du XVe au XVIe siècle, le " Pays " bascula dans l'orbite germanique jusqu'à la Révolution française.



Devenu principauté à la fin du XVIe siècle et principauté protestante luthérienne isolée au milieu de pays catholiques alsacien (le Sundgau), comtois (le bailliage d'Amont) et ajoulot (principauté de Porrentruy, possession de l'évêque de Bâle), le " Pays de Montbéliard " était formé de quatre catégories de territoires :

- au centre, il y avait le vieux comté de Montbéliard agrandi des seigneuries de Béliet et d'Etobon et où se trouvait la capitale Montbéliard dotée de franchises urbaines depuis 1283 tout en étant la résidence comtale, princière (au Château) et celle du Conseil de Régence ou gouvernement (aux Halles) ;

- ce Comté était flanqué de quatre terres adjacentes ou "Quatre Seigneuries" : les seigneuries de Blamont, Clémont, Héricourt et Châtelot dont le Comte de Montbéliard était théoriquement le seigneur-souverain. Mais cette souveraineté fut l'objet de contestations séculaires de la part des souverains franc-comtois successifs puis des rois de France après 1678. Seul cet ensemble : le Comté et les Quatre Terres, constituait "stricto sensu" la principauté de Montbéliard marquée au XVIe siècle par la réforme luthérienne ;

- le prince de Montbéliard possédait en outre et en toute souveraineté les seigneuries de Riquewihr et de Horbourg situées en Alsace médiane et également terres de protestantisme ;

- enfin, il détenait les trois seigneuries comtoises catholiques de Granges, Clerval et Passavant pour lesquelles, vassal, il prêtait hommage et fidélité au Comte de Bourgogne. Il avait encore le " condominium " de Mandeure avec l'archevêque de Besançon et le village de Tavey avec l'abbaye de Lure ; il occupa très temporairement la seigneurie de Franquemont-Goumois au XVIIIe siècle.

La position stratégique de la principauté de Montbéliard au milieu de la Porte de Bourgogne apparaît alors avec force et évidence. Elle devint l'enjeu des rivalités politiques de ses voisins immédiats et surtout de la France à partir du XVIIe siècle.

### Tentatives françaises et résistances

Tout commença réellement lorsque le prince de Montbéliard accepta en 1633 une " protection royale " de la part de Louis XIII et de Richelieu pendant la Guerre de

\* Laboratoire d'Histoire, Université de Franche-Comté

Trente Ans. Les troupes royales tinrent garnison au château de Montbéliard jusqu'en 1650. En 1648, les traités de paix de Westphalie avaient rendu la principauté à son duc, mais la France ayant annexé l'Alsace, avec Belfort, avait désormais une frontière avec le "Pays".

La situation politique se compliqua après la paix des Pyrénées en 1659, lorsque Louis XIV voulut s'emparer de la Franche-Comté espagnole en soutenant les droits de la reine Marie-Thérèse, infante d'Espagne. Le prince Georges II (1662-1698) comprit bien le danger et tenta de préserver le "Pays"

en proclamant sa neutralité lors des deux conquêtes de la Franche-Comté, en 1668 et 1674. Désormais, la principauté était enclavée entre les deux nouvelles possessions françaises alsacienne et comtoise. Si la Franche-Comté devint province royale au traité de Nimègue de 1678, on peut dire aussi que, dès 1674, les jours du Pays de Montbéliard étaient comptés.

Le prince Georges II défendit jusqu'au bout sa neutralité. Il apparut bien également aux stratèges français : Louvois, Luxembourg, Vauban, et au roi qu'il fallait souder les deux nouvelles provinces en anéantissant la principauté. Pendant deux années, on tenta de circonvenir le prince qui refusa tout compromis, si bien que le 8 octobre 1676, le maréchal de Luxembourg s'empara par stratagème de la ville et du Pays, incapables de résister. La principauté et les Quatre Terres adjacentes furent donc occupées 21 ans et militairement jusqu'en 1697, avec tous les excès qui en découlaient.

Louis XIV commença le démembrement du "Pays" par la "réunion" à la Franche-Comté des Quatre Terres litigieuses de Blamont, Clémont, Héricourt et Châtelot en 1679 et 1680, à la suite de la décision du Parlement de Besançon qui les déclara en Franche-Comté et non dans l'Empire.

Entre temps, une nouvelle guerre éclata entre le roi et les Pays de l'Empire ou Ligue d'Augsbourg. Au traité de Ryswick en 1697, Louis XIV dut rendre sa conquête au prince Georges II, revenu d'exil. Celui-ci mourut en 1698 et le départ des Français s'effectua, mais pour peu de temps.

L'objectif stratégique représenté par la principauté de Montbéliard dans la Porte de Bourgogne devint prioritaire pour la France. Ne pouvant dénoncer les traités de Westphalie, Louis XIV ordonna le grignotage du "Pays" par la réoccupation militaire (en 1699)



Carte de la Principauté de Montbéliard levée par H. SCHICKHARDT en 1616 (partie centrale seule conservée)

des Quatre Terres au mépris du traité de 1697. Blamont fut reprise la première, puis Héricourt le 5 juin 1700. Cette conquête fut assortie aussitôt d'une "recatholicisation". Tenu par les traités de Westphalie, Louis XIV n'osa pas révoquer l'exercice du luthéranisme. Il s'acharna à contraindre les luthériens en imposant dans six temples le régime du "simultaneum" avec des curés sans fidèles, en multipliant les attaques et les brimades de toute nature.

Le prince Léopold-Eberhard (1699-1723), si décrié par ailleurs, se trouva confronté à une dure situation diplomatique. Il eut le mérite de plaider partout sa cause mais ne fut pas entendu, ni à Utrecht en 1713, ni à Rastadt en 1714. Elle fut reconnue, enfin, au traité de Baden la même année, mais Louis XIV refusa de restituer les Quatre Terres conquises en 1700. Les habitants y étaient bien devenus "de facto" sujets du roi et assujettis comme tels à la fiscalité royale.

Les persécutions et les tribulations se multiplièrent contre eux avec une nouvelle occupation française de la principauté pendant la guerre de succession de Pologne de 1734 à 1736, et surtout par un édit en 1735 qui, dans les paroisses, remplaçait automatiquement tout pasteur décédé par un curé. La pire

période commença en 1739. Elle fut marquée à chaque décès pastoral par la reprise des temples (dragonnades sanglantes à Chagey en 1740, tombèrent ensuite ceux de Seloncourt, Longeville, Glay-Villars et Montécheroux en 1747. Lorsque la paix fut enfin signée à Versailles en 1748, la principauté fut démembrée des Quatre Terres. Le prince Charles-Eugène s'y reconnut vassal de Louis XV, moyennant quoi les luthériens y furent tolérés, seulement tolérés. Mais la partie centrale du "Pays" : le vieux comté, avec les "Villages des Bois" (Etobon) restèrent indépendants. La France n'osa pas s'attaquer directement à des terres d'Empire.

#### **Le souffle de la Révolution**

Telle était la situation en 1789 lorsque les événements de la Révolution touchèrent le "Pays" que les rois avaient asphyxié sur le plan économique par une armée de douaniers depuis 1750. On rédigea des "cahiers de doléances" dans les Quatre Terres où l'on protesta contre toutes les persécutions subies depuis 1700, après un mauvais hiver et une crise de subsistance grave qui agita les esprits. Les remous de la "Grande Peur" suivirent et, après le saccage de la saline de

Saulnot aux portes du "Pays" en juillet 1789, les habitants des Quatre Terres, comme ailleurs, refusèrent de payer les impôts.

En 1790, les ex-seigneureries furent partagées entre les nouveaux départements : Héricourt et Etobon en Haute-Saône avec 22 villages, Blamont, Clémont et Châtelot dans le Doubs avec 20 villages. Le 15 avril 1792, Mandeuve, pour sa partie archiépiscopale, se proclama même "République indépendante".

Dans le Comté de Montbéliard, le frère du prince régnant, le stadthouder Frédéric-Eugène, tenta d'abord de se défendre, levant et armant une milice qui fut inefficace. A Montbéliard, la crise couvait entre les bourgeois privilégiés et les artisans et habitants, victimes de la crise économique. Le recul des barrières douanières par la Constituante en 1790 précipita le conflit en montrant aux marchands que l'asphyxie économique ne cesserait que par une réunion avec la France. Les refus d'impôts, les délits forestiers, la disette de 1789 et 1790, les événements extérieurs et l'afflux d'émigrés à Montbéliard, vite refoulés en Suisse, firent augmenter les tensions sociales dans la ville et entraînèrent la rédaction de nouveaux "cahiers de doléances" qui ne furent que partiellement acceptés par le pouvoir vacillant du stadthouder. Cela mécontenta encore davantage les populations. Et devant les difficultés accumulées, le stadthouder, le 27 avril 1792, abandonna le navire, fuyant à Bâle puis à Stuttgart. Le pouvoir se trouva vacant aux mains d'un Conseil de Régence impuissant.

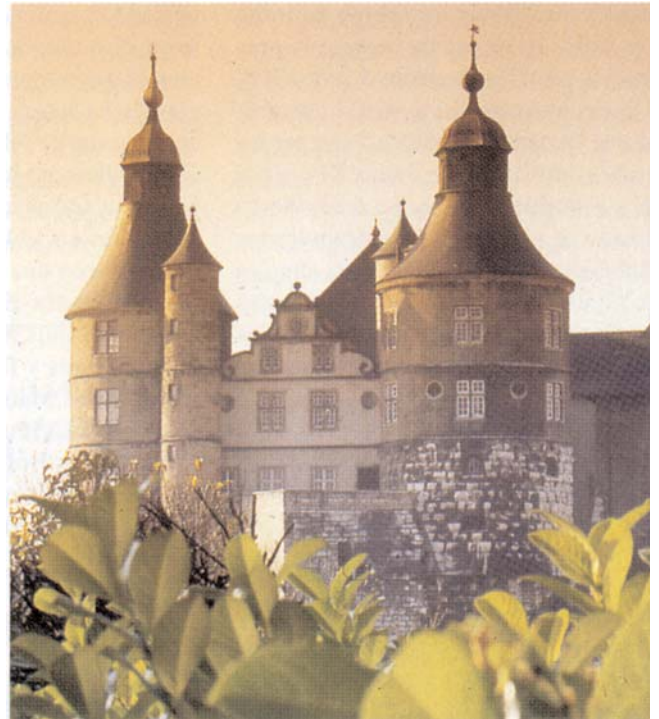
La France avait le 20 avril 1792, déclaré la guerre au "Roi de Bohême et de Hongrie" pour limiter le conflit... Le Wurtemberg resta neutre mais... dès le 1er septembre 1792, une expédition de Belfortains "enragés" se dirigea contre le "Pays" que l'on avait dit



La ville et le château de Montbéliard vers 1650, gravure sur cuivre. M. MERIAN

"ennemi de la Nation". Elle s'empara facilement de Montbéliard, ville ouverte et repartit le 2, mais cela déclencha une grave crise diplomatique. Il y avait eu, sans raison, "casus belli" contre le duc Charles-Eugène de Wurtemberg neutre et francophile. La tentative fut désavouée par le gouvernement français, la diplomatie essaya de désamorcer la crise par peur d'un conflit européen. La victoire de Valmy, le 20 septembre 1792, fit oublier cette chaude affaire.

Alors dans Montbéliard, deux factions politiques se heurtèrent, avec des francophiles révolutionnaires et des francophobes tenants de l'Ancien Régime. Un coup de force subversif éclata le 2 janvier 1793 contre ces derniers (les bourgeois membres du gouvernement ou Magistrat). Il échoua et ne put installer une municipalité francophile anti-bourgeoise. Le Magistrat sauva encore la situation à son profit mais s'était coupé de la population. Le 10 avril 1793, des troupes françaises firent une seconde tentative contre Montbéliard parce que le Wurtemberg s'était déclaré ouvertement ennemi de la France. Le général Desprès-Crassier s'empara facilement de la ville non défendue ; ses troupes n'y restèrent pas.



*Le château de Montbéliard - cliché de G. Citeau, ADED*

Au milieu du marasme économique et d'une nouvelle crise de subsistance, les Montbéliardais comprirent (surtout les marchands et les artisans qui voyaient des profits à venir) que le rattachement à la République était devenu la seule solution réaliste. C'est dans ce climat que les francophiles demandèrent à la société populaire de Besançon d'envoyer Bernard, représentant de la Convention, à Montbéliard pour prendre possession de la principauté au nom de la France. Ce fut fait le 10 octobre 1793. Mais Bernard (de Saintes) apportait avec lui la Révolution qui allait profondément modifier, par des décisions et des excès, le paysage politique, social, économique, culturel et spirituel des Montbéliardais.

Obtenu "de facto" en 1793, le rattachement "de jure" attendit encore quelques années avant d'être officialisé par le traité de 1796 entre le Wurtemberg et la France. Il n'y avait plus de Principauté de Montbéliard, le Comté ayant été rattaché à la Haute-Saône puis à l'éphémère département du Mont Terrible, avant de passer dans le Haut-Rhin et revenir dans le Doubs en 1816. Le "Pays" avait été divisé en trois morceaux, mais son originalité demeura vivante. La République a réussi en 1793 la politique des rois de France ouverte en 1633, le siège du " Pays" avait duré 160 ans !...



*Armoiries de Frédéric comte de Montbéliard, duc de Wurtemberg (1557-1608).*

*Les poissons, dans le quart inférieur droit, symbolisent Montbéliard.*